

FRIEDRICH-EBERT-STIFTUNG  
European Union Office

CONFÉRENCE  
INTERNATIONALE  
« Mondialisation, sécurité et  
G8 »

*Bruxelles 24-25 MAI 2007*

SÉCURITÉ  
ET  
DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

*Communication de Zeïni MOULAYE  
Docteur en Science Politique*

## **INTRODUCTION**

Longtemps perçue dans l'Afrique profonde comme un facteur de prévention de la peur, de la souffrance et de la mort, la sécurité est aujourd'hui considérée comme un levier de délivrance de la peur (dimension psychologique), du besoin (dimension développementale) et surtout un droit imprescriptible de l'Homme (dimension juridique).

Ces quinze dernières années, le concept a pris de l'envol et s'est fait inviter partout où il est question d'instauration d'un climat de sérénité, de consolidation de la paix, de cohésion sociale, de démocratie et même de développement. À cet égard, l'ampleur des défis actuels en matière de sécurité et les perspectives laissent entrevoir de nouveaux horizons dont le plus pertinent, à la lumière de la mondialisation, paraît être une nouvelle ère de sécurité fondée sur un cadre normatif international, lui-même bâti sur la définition de normes régionales et internationales qui permettraient d'évoluer vers une situation globale d'amélioration de la sécurité dans le monde. En attendant d'ouvrir ce champ de vision, jetons un coup d'œil sur le paysage sécuritaire africain.

## **I. LE PAYSAGE SÉCURITAIRE DE L'AFRIQUE**

L'Afrique des années 1990 a offert au monde le théâtre d'un environnement sécuritaire dans lequel certains États ont perdu tout contrôle sur la vie politique, économique et sociale. Ainsi la Somalie, le Libéria, le Rwanda, le Burundi, la Sierra Leone, l'Angola, le Mozambique, le Congo, le Mali, le Niger, le Soudan, l'Algérie ont été secoué par des conflits internes sanglants.

Aujourd'hui encore, dans plusieurs pays africains, les populations sont souvent prises en tenaille dans le tourbillon des conflits (rébellions, guerres civiles, guerres ethniques, guerres de clans, affrontements entre milices et forces régulières etc.). Les effets de ces conflits, souvent violents, sont désastreux pour l'espèce humaine. Et si on peut admettre que la sécurité des États demeure une condition nécessaire pour la sécurité humaine, il n'est pas évident que la sécurité des individus découle forcément de la sécurité des États. En Afrique particulièrement certains États sont incapables d'assurer à leurs citoyens la sécurité la plus élémentaire à cause de leur déliquescence, de l'absence d'autorité, de l'occupation du terrain par des seigneurs de guerre et autres bandits de grands chemins (exemple typique : la Somalie). C'est dire combien la « sécurité humaine » est plus que jamais d'actualité. Ce disant, les principales sources d'insécurité, d'instabilité et de sous-développement en Afrique sont :

- Le banditisme urbain et périurbain ;
- Les conflits intra et intercommunautaires (découlant souvent des litiges fonciers, de la rareté des ressources naturelles, des déséquilibres environnementaux, etc.) ;
- Les conflits d'intérêt ou de leadership (chefferie traditionnelle, leadership politique) ;

- Les conflits relationnels entre droit coutumier et droit positif ;
- Les conflits religieux (déviances et montée intolérance religieuse) ;
- Les crises sociales (revendications catégorielles : école, syndicats et autres corporations) ;
- La délinquance économique et financière (faux monnayage, blanchiment argent, trafic illicite œuvres d'art, confection faux documents, cybercriminalité etc.) ;
- L'accumulation pléthorique et la prolifération des armes légères ;
- Les conflits armés ouverts (avec leur flux migratoire, trafics en tout genre, utilisation de territoires voisins comme arrière base) ;
- Le banditisme transfrontalier et transnational (terrorisme).

Par rapport à ces sources d'insécurité, qui constituent autant de défis sécuritaires, aucune région africaine n'est épargnée. À cet égard, on peut affirmer que l'Afrique est sans doute l'un des continents les plus instables au monde. Entre 1960 et 2006, on y a enregistré 73 coups d'États et ces quinze (15) dernières années le paysage sécuritaire africain a été dominé par :

- La montée de l'intégrisme religieux dans tous les États Nord-africains, y compris l'Égypte ;
- Des rébellions ont éclaté au Mali et au Niger ;
- Le Liberia et la Sierra Leone ont souffert d'une décennie de guerre civile ;
- La Guinée Bissau et la Mauritanie ont connu coup d'État sur coup d'État ;
- Le Sénégal souffre d'une guérilla séparatiste en Casamance depuis 25 ans ;
- La Côte d'Ivoire a été divisée en deux par une rébellion armée ;
- Le Togo connaît une instabilité politique permanente depuis l'assassinat du président Sylvanus Olympio en 1963 ;
- Le Nigeria est en proie à des troubles ethniques et confessionnels intermittents ;
- Le terrorisme est en recrudescence en Algérie, au Maroc et en Somalie ;
- Les pays des grands lacs ont connu des déchirements terribles allant parfois jusqu'au génocides ;
- Les pays d'Afrique australe connaissent une relative accalmie mais ils sont dévorés par la pandémie du Sida et minés par la violence urbaine et périurbaine ;
- Le pouvoir politique est l'objet d'une féroce compétition et les ressources naturelles d'une exploitation éhontée ;
- Les foyers de tension, les crises et les conflits armés ne cessent de se multiplier, etc.

Parallèlement aux crises, aux conflits armés, au terrorisme, et plus souvent dans leur foulée, l'insécurité s'accroît avec son lot quotidien de trafic en tout genre, de braquages de véhicules, d'attaques à main armée, de vols, de viols, de violences physiques, de meurtres, d'assassinats politiques, d'apparition du phénomène des enfants-soldats.

### **1.1. Les causes de l'insécurité.**

Outre la frustration, l'ignorance et la misère, les causes de l'insécurité sont nombreuses et variées. Citons, entre autres, une dette publique asphyxiante pour tous les pays africains et la rage de conquête ou de conservation du pouvoir qui tue la créativité et la dynamique interne. Il y a aussi une féroce compétition pour l'accès aux ressources naturelles et, dans le même temps, l'absence d'opportunités économiques pour mettre en valeur, sur le continent, les énormes richesses naturelles. Ajoutons à cela un chômage endémique qui fait que des milliers, voire des millions de jeunes sont réduits à la misère pratiquement obligés pour se faire valoir de tomber dans la nasse de la révolte, de la délinquance et de la violence.

D'autres aspects qui paraissent indignes aux yeux des Africains, ce sont l'insolence et l'égoïsme des pays nantis caractérisés notamment par des velléités de domination par la force, en dépit parfois de l'opposition de la communauté internationale (cas de l'invasion de l'Irak), l'exploitation effrénée, et parfois éhontée, des ressources naturelles africaines (particulièrement dans les pays en crise ou dont le contrôle étatique est dérisoire).

Hors du continent africain, parmi les causes profondes de l'insécurité, de la pauvreté et du sous-développement, il faut ajouter une révoltante répartition richesses du monde. On le sait, dans ce monde de 6,5 milliards d'êtres humains un (1) seul milliard d'individus contrôle 80 % du produit intérieur brut (PIB) mondial pendant que trois (3) milliards vivent dans la pauvreté absolue avec moins de 2 dollars par jour. En Afrique en particulier :

- 320 millions d'individus vivent avec moins de 1 dollar par jour (misère) ;
- 500 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ;
- 216 millions d'individus souffrent de famine (1 mort toutes les 2 minutes) ;
- Plus de 50 millions d'enfants n'ont jamais été à l'école ;
- 6 millions d'enfants meurent de maladie par an ;
- Chaque jour :
  - 4000 enfants meurent de paludisme ;
  - 2500 adultes meurent de tuberculose ;
- Toutes les 2 minutes :
  - Un individu saute sur une mine antipersonnel
  - meure d'une autre arme légère ou de petit calibre, etc.

Pourtant, nombre d'experts s'accordent à dire qu'il suffirait de mobiliser et d'investir judicieusement dans le Tiers-monde 150 milliards de dollars (25 milliards en Afrique) pendant 20 ans pour éradiquer le sous-développement. Pour l'instant, l'aide publique au développement connaît depuis plusieurs années une chute libre. En 2004, elle oscillait autour de 78 milliards de dollars américains.

Mais il n'y a pas que l'extérieur qui soit en cause.

L'Afrique souffre, en son sein, d'une mal gouvernance dominée notamment par :

- Des politiques contre-productives (sans vision et sans participation populaire ni contrôle démocratique)
- L'imposition à la tête de beaucoup de pays d'hommes de paille, le plus souvent au service d'intérêts personnels et/ou étrangers ;
- Une pléthore dans les fonctions publiques de carriéristes de tout acabit (et non de cadres) ;
- La mise en place de systèmes bureaucratiques corrompus et peu performants ;
- La prolifération d'affairistes ( et non d'hommes d'affaires) attirés par l'appât du gain facile et rapide, tournant autour du pouvoir et, parfois, le prenant en otage ;
- La baisse vertigineuse du niveau d'éducation et de vie ;
- L'appauvrissement structurel des États et la paupérisation des populations, etc.

Parmi les facteurs d'insécurité, de précarité et de sous-développement, il y a également les « tsunamis silencieux », ceux qui tuent quotidiennement à petit feu, sans témoin, et dont on ne parle presque jamais des victimes : la sécheresse, la désertification et le réchauffement de la planète, les crises alimentaires et les famines, les sempiternels conflits communautaires, les déplacés des conflits, les déflatés des fonctions publiques, les catastrophes naturelles

(secousses sismiques, cyclones, tempêtes de sables, inondations, coulées de boue), les épidémies et les pandémies, les accidents routiers, ferroviaires, marins, fluviaux et aériens etc.

Naturellement ces causes engendrent des conséquences souvent néfastes pour le continent africain, ses populations et son économie.

## **1.2. Quelques conséquences de l'insécurité**

Parmi les conséquences de l'insécurité, on peut citer l'aggravation des violations des droits humains, l'accroissement des souffrances humaines, la déliquescence de l'autorité de l'État, la fragilisation des processus démocratiques, l'affaiblissement des structures de l'État, l'émergence de groupes armés ainsi que de seigneurs de guerre, l'appauvrissement structurel des États, la paupérisation croissante des populations, les déplacements massifs, l'anéantissement des efforts de développement etc.

Voilà autant de situations d'insécurité, d'instabilité influant considérablement sur le paysage développemental du continent africain. Cela dit, une question fondamentale est de savoir s'il existe un rapport entre la sécurité et le développement. Si oui, comment ces concepts sont-ils liés en matière de liberté, de pouvoir, de démocratie, de stabilité politique et de développement économique? Quelles sont les implications et les impacts de ces liens sur le terrain ? La sécurité favorise-t-elle ou non le développement ?

## **II. LES RAPPORTS DE LA SÉCURITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT**

À l'évidence, il existe un rapport entre sécurité et développement mais le dire ne l'explique pas, ce serait trop simpliste. Il faut chercher à établir des liens importants d'interdépendance de ces deux concepts dans la pratique. Pour ce faire, nous avons décidé d'aborder de façon pratique la question et de l'illustrer par l'exemple. Ce disant, il y a lieu de faire une nette distinction entre la nature et les effets dans cette interaction parce que certains effets sont directs (la stabilité politique par exemple ou le flux d'investissements directs) et d'autres indirects (la qualité de la gouvernance et l'efficacité gouvernementale), d'autres encore forts ou faibles, immédiats ou déphasés. Dans tous les cas de figure, une chose demeure sûre : les pays offrant la meilleure sécurité possible sont plus attrayants pour les investisseurs. Les citoyens de ces pays, dont la liberté est garantie par une bonne sécurité, sont plus aptes à entreprendre et plus prompts à participer activement et massivement à la vie politique, économique, sociale et culturelle. Ce qui signifie que la sécurité permet de satisfaire à certaines conditions vitales au développement comme que la stabilité politique qui stimule les investissements internes et externes, quel que soit le régime politique. À ce propos, il convient de souligner que si la démocratie n'est pas une condition préalable à la croissance économique (le Chili de Pinochet et les Dragons du Sud-Est asiatique en ont donné la preuve), l'absence de démocratie peut limiter considérablement les possibilités de développement si la situation se traduit par une instabilité politique, l'ébranlement de l'état de droit et la corruption. Par ailleurs, les pays bénéficiant d'une gouvernance démocratique connaissent une croissance beaucoup plus rapide que les autres et un développement plus durable. Une autre condition du développement garantie par la sécurité est la liberté économique qui permet aux populations d'entreprendre des activités à tous les niveaux et de mieux vivre.

En Afrique, il y a fort longtemps des liens étroits ont été établis entre la paix, la sécurité, la démocratie et le développement. De fait, la sécurité qui est un concept polysémique et transversal y est même considérée comme un préalable à la liberté, à la démocratie et au

développement. Ce qui est illustré par cette assertion d'un homme d'État français, en l'occurrence Lionel Jospin, ancien Premier ministre : « un citoyen dont la sécurité n'est pas assurée ne peut exercer son droit à la liberté. » C'est vrai que dans certaines conditions, la sécurité détermine même, en dernière instance, la liberté (liberté d'entreprendre, liberté de circuler, liberté de voter, liberté donc de se déterminer sur les choix qui affectent la vie, etc.). Cela dit, Voyons quelques exemples où les facteurs d'insécurité compromettent dangereusement le développement en Afrique.

### **Exemple 1. LA PROLIFÉRATION DES ARMES LÉGÈRES : un impact négatif sur la sécurité humaine et le développement.**

On le sait, la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle a enregistré une course effrénée aux armements. En la matière, si des efforts réels ont été fournis par les grandes puissances pour maîtriser les armes stratégiques, notamment les armes nucléaires, par des traités internationaux de réduction puis d'interdiction, il n'en a pas été de même dans le domaine des armes conventionnelles, notamment des armes légères et de petit calibre. Pendant toute la période de la guerre froide et surtout après l'effondrement du bloc soviétique, le continent africain été envahi par des armes de toutes marques et de tous calibres, le plus souvent vendues à crédit par les anciens pays de l'Est à des prix défiant toute concurrence, à des régimes friands de redorer le blason de leurs armées par de nouveaux matériels. Depuis, l'accumulation pléthorique et la prolifération anarchique des armes légères constituent une grave menace à la stabilité des États africains, à la paix sociale, à la sécurité humaine et au développement.

Au milieu des années 1990, la situation sécuritaire était si critique que le Conseil de sécurité ONU consacrait 50 à 60 % de son temps au continent africain. La paix et la sécurité internationales étaient si menacées, les effets destructeurs des conflits armés sur l'espèce humaine si préoccupants, que le Secrétaire Général des Nations Unies, le Dr Boutros Boutros-Ghali, a consacré, en 1994, un agenda spécial pour appeler l'ensemble de la communauté internationale à ouvrir une nouvelle ère de paix et sécurité fondée sur le micro-désarmement. Il a notamment fait procéder à une évaluation exhaustive de la situation en Afrique de l'Ouest. Son successeur Kofi Annan a également réservé un agenda spécial dédié à la prolifération des armes légères. Il a convoqué, en juillet 2001, une conférence internationale au siège de l'ONU, à New York, au cours de laquelle il a lancé un vibrant appel au contrôle effectif de ces « *armes de destruction massive* » que sont les armes légères, notamment par dispositions législatives et réglementaires.

En dépit de tout cela, en 2004 encore plus de 640 millions d'armes légères circulaient dans le monde, hors du contrôle des États dont 30 millions en Afrique (8 millions en Afrique de l'Ouest, 3,5 millions en Afrique du Sud, 1 million au Nigeria, 140 000 au Kenya, 9 millions de mines antipersonnel en Angola, etc.).<sup>1</sup>

Ces 16 dernières années, ces armes ont occasionné à travers divers conflits sur le continent africain au minimum 20 millions de tués, 5 millions de handicapés, 14 millions de déplacés et de sans abri, 200 000 enfants-soldats. Plus de 10 000 mercenaires en ont profité pour vendre leurs services sur divers fronts armés. Aujourd'hui encore, les armes légères continuent à alimenter et à exacerber : une instabilité politique grandissante, un banditisme urbain et

---

<sup>1</sup> Pour les sources des chiffres et statistiques contenus dans cette communication, se référer à l'ouvrage suivant : Zeïni Moulaye, *Gouvernance démocratique de la sécurité au Mali*, Bamako, Friedrich Ebert Stiftung-Imprim Color, décembre 2005, 97 pages ou à l'édition anglaise *Democratic governance of security in Mali*, Abuja, Nigeria, Friedrich Ebert Stiftung-Adpromo ltd, december 2006.

périurbain rampant, des conflits armés de plus en plus violents, une criminalité transfrontalière montante, un fanatisme et un intégrisme religieux rampants, un terrorisme international glissant vers l'Afrique subsaharienne et se régénérant au contact de la misère.

À propos du terrorisme, un Chef État de l'Afrique de l'Ouest soulignait il y a un peu plus de deux ans que « *la cause du terrorisme, c'est avant tout la frustration de la majorité des habitants de cette planète. La mondialisation et en particulier le développement fulgurant des moyens de communication ont, en quelque sorte, rendu insupportables la pauvreté et l'ignorance en étalant au grand jour le terrible écart qui existe entre les pays riches et les pays pauvres... C'est dans cette frustration de base que plongent les racines du terrorisme. Les masses frustrées et ignorantes constituent des proies faciles pour les seigneurs de guerre, les entrepreneurs du crime et les fanatiques... Notre monde est un village global et il est insupportable qu'au sein du même village les uns fassent bombance pendant que... [les ¾ de l'humanité crèvent de misère]* ». Ce lien intime entre sécurité et développement a été souligné, en 1945 déjà, par un Secrétaire d'État américain, Edward R. Stettinius, devant le congrès : « *La bataille de la paix doit être menée sur deux fronts. Le premier est le front de la sécurité, où gagner signifie s'affranchir de la peur. Le second est le front économique et social, où gagner signifie s'affranchir du besoin. Seule une victoire sur ces deux fronts à la fois peut garantir au monde une paix durable.* » Cette vérité, dite il y a 60 ans, garde aujourd'hui encore toute sa fraîcheur au regard de la bataille pour « la sécurité humaine ».

### **Exemple 2 : LA FUITE DES CERVEAUX : un facteur d'appauvrissement du continent.**

La fuite des cerveaux qui peut être considéré, selon les conditions de la fuite, comme une cause ou un effet d'une situation sécuritaire, est un facteur d'appauvrissement du continent africain. Des études de l'UNESCO ont en effet révélé que depuis le début des indépendances africaines, plus d'un million d'intellectuels ont quitté le continent pour d'autres horizons : entre 1960 et 1975, 27.000 jeunes cadres africains ont émigré vers d'autres continents. Ils étaient 40.000 par an entre 1975 et 1984 et depuis 1990, malgré les multiples restrictions administratives à travers le monde entier, plus de 20.000 intellectuels africains s'exilent chaque année. Cet exil n'est pas sans conséquences sur le développement du continent. Ainsi a-t-on l'habitude de dire qu'il y a plus de médecins béninois dans la banlieue parisienne que sur l'ensemble du territoire béninois. Pour compenser le manque d'effectif qualifié engendré, entre autres, par cette fuite des cerveaux, l'Afrique consacre plus quatre (4) milliards de dollars par an à l'emploi de 100.000 expatriés.

Cela dit, alors même que le continent souffre du manque crucial de ressources humaines qualifiées et que certains experts pensent que le couple recherche-développement est l'un des défis de ce siècle naissant, l'Afrique bénéficie de moins de 1% des dépenses mondiales consacrées à la recherche scientifique et au développement des ressources humaines. En outre, le système éducatif est en déconfiture, le niveau intellectuel en baisse et les sortants des universités africaines sont peu compétitifs sur le marché mondial du savoir et du travail. Ce qui fait dire à un intellectuel malien, dans un récent article de presse, que « *aujourd'hui plus que jamais, les questions éducatives interpellent fortement les consciences collectives. La plus grande injustice au monde est de continuer à maintenir, hors de toute possibilité d'éducation, l'écrasante majorité des enfants en âge de scolarisation.* »<sup>2</sup>

### **Exemple 3. LE VIH-SIDA : un fossoyeur du développement humain en Afrique.**

---

<sup>2</sup> Issa N'Diaye, « *Du moindre mal au mal absolu* », INFO-MATIN N° 2161 du lundi 30 avril 2007.

Depuis la découverte de la maladie en 1981, plus de 40 millions d'individus ont été infectés et 25 millions en sont morts, 70% sont des Africains. En 2005, le Sida a fait 2,4 millions morts et 3,2 millions de nouvelles infections, selon ONUSIDA.

C'est sur le continent africain, plus que partout ailleurs, que cette pernicieuse maladie est particulièrement ravageuse pour l'espèce humaine et destructrice pour les fondements du développement. En effet, une vieille tradition à la vie dure, propre à l'anthropologie sociale et culturelle africaine, spécialement dans les campagnes, veut que multiplier les enfants rime avec une main d'œuvre nombreuse, une puissante force de travail et donc des récoltes abondantes. Cela contribue naturellement à l'enrichissement de la famille, voire du village. L'abondance de récoltes ou d'autre forme de richesses s'accompagne généralement, pour les individus comme pour les villages, d'une solidarité plus marquée. On vient en aide aux proches parents, à ceux dont les cultures n'ont pas réussi, ceux qui n'ont pu cultiver et même aux villages voisins ayant rencontré des difficultés au cours d'une saison. Il se trouve que le Sida frappe précisément et davantage dans la tranche d'âge constituée par cette force de travail sur laquelle reposent tous les espoirs de la famille africaine pour une bonne semence, une bonne culture, une récolte abondante. Ainsi, en décimant la jeunesse des campagnes, la maladie diminue du coup les bras valides, érode les richesses familiales, provoque de l'insécurité alimentaire et de la famine. Ce faisant, elle accroît le dénuement, brise la chaîne traditionnelle de solidarité africaine (une valeur sociétale cardinale) et met en lambeaux le tissu social. Sérieuse menace à la sécurité humaine, le Sida est, sur le continent africain, une terrible arme de déshumanisation, d'extermination et d'aggravation de la pauvreté et du sous-développement.

À la lumière de ces trois exemples, L'Afrique (avec ses 900 millions d'habitants, ses 60% de jeunes de moins de 25 ans, ses 52% de femmes et ses 75% de ruraux), paraît ainsi un peu chaque jour comme tétanisée par un chômage endémique, assommée par la pauvreté, ravagée par les conflits communautaires et les guerres. Le continent est décimé par les épidémies et les pandémies, vidé de son intelligentsia et sa force de travail par la « fuite des cerveaux », la « migration clandestine », menacé dans sa vie morale et spirituelle par les invasions culturelles, l'acculturation, condamné au sous-développement.

Voilà des situations qui démontrent les liens intimes entre la sécurité et le développement, l'insécurité et le sous-développement. Voilà aussi des situations humainement insupportables, moralement inacceptables et politiquement dangereuses. Faut-il se résoudre à cette fatalité ? Assurément non. Que faire alors ? Il faut opposer à la fatalité la résistance à la fatalité.

### **III. QUELLES PERSPECTIVES DE GOUVERNANCE DU BINÔME SÉCURITÉ-DÉVELOPPEMENT POUR L'AFRIQUE DE DEMAIN ?**

Puisque la sécurité et le développement sont indissociables, dans la bataille, il faut absolument et résolument :

1. Maximiser la sécurité dans le monde, en Afrique singulièrement, car la sécurité est incontestablement un stimulus pour l'investissement productif, un terreau pour la croissance économique, un ferment pour la prospérité, le bien-être social et le développement durable.
2. Combattre la pauvreté à travers le monde, particulièrement en Afrique, car la pauvreté conduit inexorablement à la misère, la misère à la marginalisation, la marginalisation à



l'exclusion, l'exclusion à l'injustice sociale, l'injustice sociale à la violence, la violence à l'insécurité, l'insécurité à la fuite des capitaux et des cerveaux, la fuite des capitaux et des cerveaux au sous-développement.

3. Bâtir un nouveau monde sécuritaire (extirpé de sa pauvreté criante, de ses inégalités sociales, des ses insolences, de la haine, du désespoir et de la destruction). Un monde pacifique, respectueux de la dignité humaine et inspiré des valeurs universelles qui fondent la démocratie. Un monde où le développement deviendrait une dimension fondamentale de la sécurité et la sécurité un coût du développement.

4. Promouvoir, en Afrique, une nouvelle forme de gouvernance de la sécurité : « La gouvernance démocratique de la sécurité ».

Cette nouvelle forme de gouvernance de la sécurité consisterait à placer l'homme au cœur de la sécurité, à lier le développement à la sécurité et à faire de la sécurité non pas un facteur contingent mais un moteur du développement. Elle exigerait d'intégrer le secteur de la sécurité à la gouvernance démocratique globale et de développer concomitamment deux formes de sécurité : la sécurité nationale, nécessaire mais pas suffisante pour assurer la sécurité des personnes et des biens, et la sécurité humaine pour assurer la paix sociale et la stabilité politique, garantir la démocratie et le développement durable. Elle impliquerait la participation active de tous les acteurs du développement à la gestion des questions de sécurité (secteur public, secteur privé, société politique, société civile, collectivités locales etc.). Elle appellerait une redistribution des cartes entre tous les acteurs de la sécurité (un partage judicieux des rôles et responsabilité sur la base de critères de bonne gouvernance : transparence, responsabilité, imputabilité, obligation de rendre compte) et surtout la soumission des questions de sécurité au contrôle démocratique (direct et indirect). Pour s'enraciner dans la réalité et produire des effets probants, la gouvernance démocratique de la sécurité a besoin, au sommet de l'État, d'une volonté politique sans faille et à la base une forte implication de toutes les couches de la société. Elle requiert aussi un appui conséquent de la communauté internationale et un lien étroit avec le cadre stratégique international (UE, G8, ONU, etc.).

En Afrique, comme ailleurs, il n'y a pas de développement sans sécurité car le développement c'est, avant tout, l'investissement et il ne peut avoir d'investissement sans sécurité. Autrement dit, le développement est une dimension fondamentale de la sécurité et la sécurité un coût du développement qui doit être assumé comme tel par tous les acteurs du développement : les gouvernements, les populations concernées, les partenaires techniques et financiers, nationaux et internationaux. Dans certaines circonstances, la sécurité conditionne le développement économique, social, culturel et démocratique. Aussi, toute politique sécuritaire, comme toute politique développementale, doit-elle s'attacher fermement à développer harmonieusement le diptyque sécurité-développement.

Les enjeux sécuritaires sur le continent font qu'aujourd'hui le couple sécurité-développement est grand défi à relever en ce début de 21<sup>ème</sup> siècle. Pour ce faire, il conviendrait de favoriser la conception et la mise en œuvre à court, moyen et long terme d'une politique sécuritaire continentale inspirée des réalités africaines et adaptée au cadre stratégique international (UA, UE, G8, ONU). Une politique qui privilégierait trois dimensions fondamentales : la culture de la paix, le micro-désarmement et le développement. Ce disant, dans le processus de maximisation de la sécurité et du développement en Afrique, il y a lieu de réserver une place

de choix à la sécurité humaine car elle protège les personnes physiques et leurs biens. Elle renforce la paix sociale et la stabilité politique. Elle consolide l'autorité de l'État et favorise la gouvernance démocratique, les investissements et le développement.

## CONCLUSION

Dans le contexte actuel marqué par une mondialisation poussée, perçue par certains comme une aubaine et une opportunité à saisir et par d'autres comme un diktat de la pensée unique, une ère de domination, de frustration et d'injustice, il serait heureux que l'on pense à une stratégie spécifiquement orientée vers le continent africain. L'état des lieux en Afrique, dans le domaine global de la paix, de la sécurité et du développement met en évidence des lacunes énormes, des déficits considérables, des besoins immenses qui pourraient être préjudiciables à la paix et à la sécurité internationales. À cet égard, le G8 a tout intérêt à investir dans la sécurité en Afrique parce qu'**investir dans la sécurité c'est investir dans le développement**. Mais il ne s'agira pas d'investir dans la sécurité à l'aveuglette. Il faut placer l'homme au cœur de la sécurité et veiller à une approche globale et participative. Il faut réformer le secteur de la sécurité en l'intégrant à la gouvernance démocratique globale, renforcer les capacités des structures en charge de la sécurité et de toutes les composantes de la société qui oeuvrent dans le domaine de la paix et de la sécurité. Il faut judicieusement coordonner les appuis extérieurs et veiller à la cohérence des actions intérieures, à la responsabilité, à la transparence et à l'imputabilité. Il faut enfin susciter et soutenir une dynamique d'appropriation de la réforme non pas seulement par les services de sécurité mais par tous les acteurs du développement (pouvoirs publics, services de sécurité, administration générale, société politique, société civile, secteur privé, collectivités locales, partenaires techniques et financiers etc.). A ce prix, nous pourrions garantir à la fois la paix et la sécurité, l'investissement productif et le développement durable.

Au-delà de l'Afrique, l'ampleur des défis sécuritaires actuels et les perspectives suggèrent un processus dont la substance consisterait à définir des normes internationales qui permettraient d'aboutir à une « CONVENTION POUR LA SECURITE INTERNATIONALE ». Cela requiert de la communauté internationale des accords sur une série de normes et de régulations qui permettraient d'évoluer vers une situation globale d'amélioration du cadre normatif de la sécurité, une nouvelle ère de sécurité : l'ère de LA NORME SANS LA FORCE.<sup>3</sup> Alors, la sécurité deviendrait non pas un rapport de force militaire mais simplement le fruit du dialogue et de la concertation, l'effet de la démocratie et du respect des droits de la personne, la retombée de l'amélioration du niveau d'éducation et de vie, le corollaire de la prospérité économique et du bien-être social. **Nous pourrions alors espérer pour l'Afrique comme pour le reste du monde non seulement la paix, la sécurité et la stabilité, mais en plus des investissements productifs et le plein emploi, un véritable développement politique, économique, social et culturel.**

Bamako, 1<sup>er</sup> mai 2007.

Zeïni MOULAYE

Docteur en Science Politique

Consultant en gouvernance de la sécurité

B. P. 2701. Bamako. Mali.

---

<sup>3</sup> Zaki Laïdi, La norme sans la force : l'énigme de la puissance européenne, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, collection nouveaux débats, octobre 2005, 159 pages.

Téléphone: 223 220 79 61 / 223 671 66 97  
E-Mail: [zeinimoulaye@yahoo.fr](mailto:zeinimoulaye@yahoo.fr)